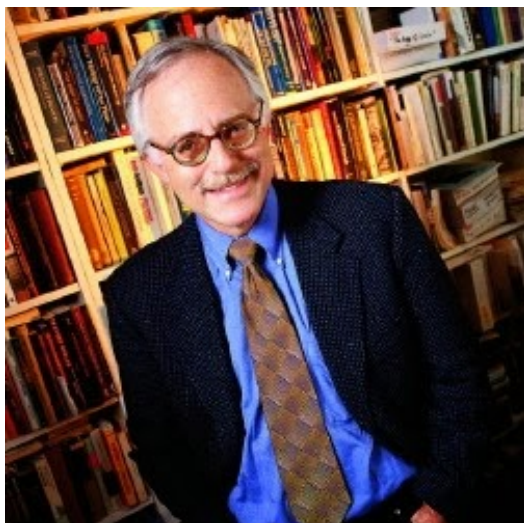


# La Bibliothèque hantée

Textes de Jean-Paul Coupal, PhD Histoire. L'actualité est toujours en relation avec le temps - le passé comme héritage; l'avenir comme promesse -, et la critique ne peut que bénéficier d'une approche historique et philosophique des événements qui se déroulent et qui portent en eux le lien dans la grande chaîne événementielle qui structure l'historicité, la solidarité des générations dans le grand voyage de l'humanité dans son immanence existentielle et sa transcendance spirituelle.

**mardi 22 octobre 2013**

**Réflexions sur «L'éclipse du savoir» de Lyndsay Waters**



Lyndsay Waters

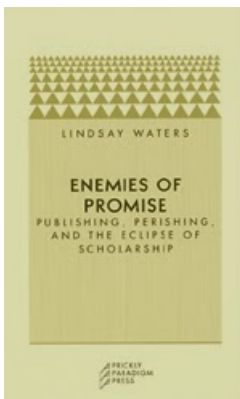
## RÉFLEXIONS SUR «L'ÉCLIPSE DU SAVOIR» DE LYNSDAY WATERS

Publié par un éditeur universitaire, Lyndsay Waters, le pamphlet *L'Éclipse du savoir* est un regard critique posé par un maître de Harvard sur la crise actuelle de la connaissance générale. Mieux que le numéro de la revue Arguments, dont j'ai déjà fait la critique ailleurs, ce livre pose les vrais problèmes de la culture générale sans se perdre dans les particuliers qui aujourd'hui la constituent.

D'abord, qui est Lyndsay Waters? Médiéviste de formation (University of Chicago), il est présentement l'éditeur exécutif pour les Humanités à la prestigieuse *Harvard University Press*. Humaniste dans l'âme - sa thèse portait sur le poète du XVe siècle Luigi Pulci [1432-1484] -, il a également travaillé sur la théorie déconstructiviste de Paul de Man. Auteur de *Against Authoritarian Aesthetics : Towards a Poetics of Experience*, traduit même en Chine, il s'est depuis longtemps attaqué à ces ouvrages universitaires écrits dans un langage incompréhensible. En ce sens, il s'est confronté à ce courant de la *French Theorie* fort prisée auprès des universitaires américains. Waters considère que les Humanités sont profondément enfoncées dans un marasme duquel il n'y a pas moyen de sortir. Pour lui, nous assistons à la perte du sens de ce qui touche les gens à travers les arts. «*We need to look at affect*» et non seulement s'employer à déconstruire des jeux d'effets que le langage, qu'il soit pictural, littéraire ou musical, peut produire sur les récepteurs. Il croit que le



moment présent décidera du sort des Humanités, surtout si les jeunes chercheurs commencent à s'opposer aux tendances dominantes depuis des décennies, tendances qui évacuent tout sens critique. Selon Waters, ces jeunes chercheurs sont plus attentifs aux contenus et à l'impression que leurs lectures peuvent exercer sur leur corps et sur leur âme. Contre l'ancien positivisme et le positivisme logique issu de l'École de Vienne, Waters veut réintroduire l'affect comme moyen d'apprentissage de la connaissance, et non seulement dans les Humanités.



De ces réflexions est né ce pamphlet critique de l'enseignement universitaire et de la tyrannie de la publication (*Publish or perish*) qu'est *L'éclipse du savoir* (titre original, *Enemies of Promise*) publié aux Éditions Allia en 2008. Dans cet opuscule, Waters en arrive à conclure que l'enseignement universitaire est devenu le pire ennemi du savoir, à cause de sa stagnation, ses privilèges acquis, l'établissement d'une gérontocratie administrative dont le modèle, qui sert de tête de Turc à Waters, le doyen Stanley Fish, est l'archétype le plus représentatif de l'esprit utilitariste et borné. Fish, auteur d'une thèse sur le poète anglais Milton, est, pour

Waters, l'exemple même de la pratique déconstructiviste qui au lieu de rendre Milton accessible aux lecteurs, le détruit à la pièce, le rend méconnaissable même aux initiés et finit par tuer la poésie même du maître aveugle. Il n'est donc pas étonnant que Fish devienne l'archétype de tout ce qui détruit le savoir et la culture en milieu universitaire.

Le premier constat que nous devons retenir ici, c'est que le passage de l'orbite du religieux à celui du commerce a été fatal à l'esprit cosmopolitique de l'université. Waters écrit ainsi : *«Je pense que nous tous, universitaires et éditeurs, avons laissé les marchands pénétrer dans le temple. Nous devons restreindre leurs activités, car nous ne pouvons les mettre à la porte,*



*comme Jésus le fit jadis. Bien sûr, bien des universités sont, pour une bonne part, des entreprises commerciales. Il n'y a là rien de choquant. C'est également le cas de beaucoup de nos églises! Elles disposent cependant de moyens financiers qui doivent être bien gérés,*

*ce qui nous incombe. Mais nous avons d'autres obligations – spirituelles celles-là, et non pas financières – qui demandent aussi à être respectées. Ma grande inquiétude, qui découle de la reprise en main de l'université par l'entreprise, naît de la conviction suivante : en laissant les marchands prendre le contrôle du temple, nous avons permis à ceux qui veulent vider de leur sens et par là même profaner ce qu'il y a de bon dans nos livres et nos publications, d'occuper des positions de force dans un certain nombre de domaines, plus particulièrement dans celui des humanités. Je crois que la commercialisation de l'enseignement supérieur a provoqué un arrêt de l'innovation dans les départements où l'on enseigne les humanités à l'université» (pp. 13-14).*

Pour Waters, le besoin de publier frôle la pathologie. De publier tout, de tout mais sur rien. De publier au-delà des capacités de lire des récepteurs, de publier jusqu'à la boulimie comme nécrose centrale de la décadence universitaire. Cette nécessité de publier ne repose plus tant sur les livres ou même les thèses que sur les articles (*abstracts*) de revues, les conférences et souvent un *fast food* universitaire indigeste quand il n'est pas carrément corrompu. En fait, même les secteurs durs de l'université (les sciences pures et les techniques) ne publient pas autant que les Humanités. Publier quand on a rien à dire, et surtout quand on prétend à redécouvrir la fabrication de l'eau tiède, est un excès qui ruine les résultats de qualités, autant, selon la loi de Gresham, la fausse monnaie dévalue la vraie.

Venant de la part d'un éditeur de publications universitaires et de l'une des institutions les plus renommées au monde, Harvard, la critique paraît assez étonnante. Du moins, Waters est-il un homme «de l'intérieur» de la machine. On ne peut donc lui reprocher de ne pas la



connaître. De plus, c'est avec un regard d'humaniste qu'il scrute les travers non seulement du processus de dévaluation, mais aussi de la gestion de cette dévaluation par l'esprit des gestionnaires des universités actuelles. À travers cette fureur de comptabiliser les publications, Waters n'y va pas avec le dos de la cuiller lorsqu'il affirme que *«la tendance à la bureaucratisation de l'université a été mortelle pour les humanités au cours des trois dernières décennies. La bataille contre le livre en Occident est semblable au dégradation des statues de Bouddha à Bâmiyân en Asie Centrale, un geste violent perpétré au nom des valeurs soi-disant supérieures. Il nous faut revenir à la case départ, et nous demander comment naît le désir de s'exprimer, d'écrire ou de publier. Il nous faut nous rediriger vers ce qui compte le plus. Il nous faut oser poser des questions fondamentales, parce que*

*beaucoup de ce qui nous est cher est exposé à un péril mortel*» (pp. 14–15). Et Waters n'est pas sans ignorer que l'attaque du 11 septembre 2001 a été commise par les mêmes Talibans qui un mois plus tôt, malgré les suppliques de l'UNESCO, bombardaient les statues de Bâmiyân. La brutalité envers les œuvres de civilisations finissent toujours par se retourner contre ceux qui y accordent le moindre prix.

Au-delà de la crise universitaire ou celle qui frappe plus particulièrement les Humanités, Waters élargit la critique jusqu'à s'en prendre aux notions sacrées de la mesure (lord Kelvin), du libre-marché (des idées) (R. H. Coase) et à la «machine sociale» (P. Goodman) au nom desquels se sont construites les règles de la gestion universitaire actuelle. Waters rappelle ici la phrase de Stanley Cavell : *«un élément de transcendance est indispensable à la motivation d'une existence morale»*, et d'ajouter Waters, *«plus particulièrement pour les chercheurs. L'université a aujourd'hui perdu toute transcendance, et nous sommes en train d'en mesurer*



*les conséquences*» (pp. 22–23). En suivant ces règles administratives, Waters démontre que l'Université devient de plus en plus cette tour d'ivoire qu'on était trop souvent habitué à la qualifier. Ses gestionnaires la rendent hostile à l'opinion publique qui la fait vivre de ses subventions par ses taxes et ses impôts, et l'isole de la vie «communautaire» pour la réduire dans des espaces étroits de la production économique. Dans ce contexte, les Humanités ont servi d'âne de la fable et ont subi les contre-coups des mesures budgétaires qui les obligent à entrer dans le jeu d'une production effrénée et d'une compétition inter-universitaire qui ne profite à personne. Les Humanités sont donc menacées en tant que discipline autonome et responsable. Une *«production sans souci de réception»*, ce qui la distingue des productions dans les autres domaines où il y aura toujours des forces armées, des entreprises industrielles, des secteurs de l'ingénierie, de la médecine ou des techniques pour recueillir les résultats des données de la recherche. Le fait de focaliser les publications sur des articles, souvent redondants, plutôt que sur une œuvre majeure qui interpelle l'intelligence à fouiller une pensée plutôt que d'obtenir un résultat «prêt à porter», est le dommage collatéral de cette fièvre de publications journalistiques.

*«Le travail de recherche ne devient-il pas une contribution au savoir quand quelqu'un*



*d'utré le lit et s'en empare. Pourquoi, alors, cette hésitation? Parce qu'il pourrait se passer des dizaines d'années avant qu'on en vienne à lire cette thèse en latin soutenue par un certain James Henry Breasted à l'Université de Berlin en 1894, mais, qu'une fois lu, ce travail puisse conduire à la découverte du monde perdu d'Akhénaton. L'effet de savoir se mesure en unités de profondeur, pas de dispersion, de la propagation des ondes que le travail déclenche. La célébrité éphémère est un bien mauvais guide» (p. 36).*

Qu'est-ce à dire? Que le résultat des recherches, voire même des publications ne compte plus dans la sélection du personnel enseignant des universités, voire même leurs administrateurs. Seules les réputations surfaites par des listes impressionnantes de titres publiés dans des revues diverses épatent la galerie. En ce sens, et Waters utilise le mot, l'Université est entrée dans une nouvelle période de *scolastique* stérile où nous ne pouvons qu'espérer, comme durant la Renaissance, voire naître de nouveaux types d'institutions du savoir.



En effet, pour lutter contre la sclérose qui paralysait les universités européennes à la fin du Moyen Âge, de nouveaux types d'écoles, patronnés par des mécènes des grandes cités italiennes et animées par des pédagogues inspirés de la *paideia* socratique, ont fleuri dans l'Italie de la Renaissance. Pensons à la *Ca' Zolosa* – la Maison Joyeuse – de Vittorino da Feltre (1378–1446) qui considérait que le «but le plus élevé de son existence» consistait à éduquer les jeunes gens pauvres mais doués à l'égal des nobles, de même que les garçons côte à côte avec les fillettes. Son contemporain, Guarino de Vérone (1370–1460) reprit le programme de Vittorino d'une école «familiale et gaie» où «les étudiants étaient des amis». Lui aussi asseyait, sur les mêmes



banquettes, côte à côte, des élèves de familles riches et d'autres de familles pauvres. Sa «volonté précisée reste au premier plan; celle de fonder toute préparation spécialisée sur une formation humaine commune. L'Université est une école vouée à la préparation de spécialistes : médecins, juristes, théologiens. Le collège humaniste veut au contraire éveiller l'humanité chez tous les hommes (*hominibus humanitatem* – pour reprendre les termes mêmes de Guarino)» (E. Garin. *La Renaissance*, Verviers, Marabout-Gérard, Col. MU # 202, 1970, pp. 114 et 117). C'est à cette transcendance qu'en appelle Waters, mais le grand défaut de son opuscule, c'est qu'il oublie que toutes les institutions scolaires préparatoires à l'université, depuis les premiers écoles, sont déjà toutes ouvertes à la marchandise et à l'esprit de production capitaliste. Dans ce cadre, il est très difficile à l'université d'échapper à une voie déjà inscrite dans la «machine sociale».

Les défauts inhérents à cette option productiviste sont le manque de jugement des administrateurs aussi bien que du personnel universitaire. Si les plus hautes instances du savoir et de la critique en viennent à manquer de jugement sur ce que sont leurs buts précis et les moyens qu'ils emploient pour y parvenir, on ne peut alors que douter de la formation éthique qui y sera donnée. Cela explique beaucoup de choses. Parce que nous vivons dans un monde où les valeurs sont relatives, il est important d'avoir un jugement critique solide qui s'appuie sur des données complémentaires pour accéder à une vision du «tout»



harmonieuse et cohérente. La peur du jugement critique se transforme vite en doute perpétuel et en déresponsabilisation des consciences. L'accroissement de l'usage des sophismes dans les professions médicales, juridiques ou de l'ingénierie montre suffisamment comment, d'une part, la déresponsabilité des professionnels renvoie à l'individu qui est souvent inapte à prendre un jugement sain dans des conditions de crises; d'autre part à fermer les yeux sur l'incompétence et la mauvaise formation des recrues. La corruption (légale ou non) sert ici de compensation à des défauts de fonctionnement, voire même de fabrication. C'est dans «la responsabilité universitaire en crise» que Waters voit l'origine d'une diffusion de la déresponsabilité sociale. De ce constat jaillit toute la

différence qui peut exister entre le «ventre mou» universitaire (les Humanités) et le «ventre dur» (les sciences pures et les techniques) :

*«La quête de ce qui est unique dans le domaine du savoir n'a rien à voir avec la poursuite administrative de "l'excellence". Quand l'université marche au rythme d'une production taylorisée, il n'y a pas lieu de s'étonner que la prise de décision soit devenue totalement*



*étrangère aux fines particules de la réalité, à cette activité de chiffonnier du chercheur qui fouille la substance matérielle de ce sur quoi repose sa discipline. Et quand toute trace de cette rencontre complexe entre le chercheur et son matériau aura été effacée, alors, dans les délibérations concluant l'évaluation de nos collègues, ce seront les êtres humains eux-mêmes – pas seulement les humanités – qui auront été expulsés du processus cognitif, car seules les solutions techniques seront alors retenues comme solutions sérieuses aux problèmes que rencontrent les individus aussi bien que la société. Ainsi que l'écrit Heidegger, "quand la pensée s'interrompt en glissant hors de son élément, elle compense cette perte en se validant comme techné"» (pp. 68–69).*

Ce qui apparaissait, en 2008, comme une voie dérivante de l'université, cinq ans plus tard, est pratiquement accomplie. Voilà pourquoi Waters constate que *«les barbares sont à nos portes»*. Moi, je constate qu'ils sont déjà entrés et bien installés.



Face aux dénis des administrateurs universitaires et à cette sorte de censure qui vise précisément à conserver le *statu quo* afin qu'aucune recherche avancée ne dépasse les acquis reçus, Waters en appelle à une nouvelle génération de chercheurs, indépendante si possible, qui débloque le goulot d'étranglement dans lequel l'université s'est sclérosée. Bref, il s'agit d'ouvrir les fenêtres : se lancer dans des recherches nouvelles, inusitées, loin des sentiers battus. Retrouver la vocation de synthèse qui justifie pleinement le terme de «docteur», à la différence de celui de «maître» qui en appelle à

la spécialisation. Élever toujours le niveau intellectuel et moral de la quête du savoir dont nous subissons actuellement l'éclipse. Il faut de l'audace là où les départements se montrent timorés; de la prudence là où ils se montrent débonnaires. Ces enseignants, ces administrateurs protégés et grassement payés sont devenus les assassins de la conscience et derrière leur *logos* ratiocinant, ils étouffent la curiosité et l'enthousiasme de la jeunesse



engagée dans la quête du savoir. Tout n'étant plus qu'une affaire de *job*, de bons salaires, de protections, de réputations. Bref, des choses qui n'ont plus aucune valeur sociale, tant nous savons que les experts qui défilent devant les caméras de télévision pour commenter la politique et le sport sont sur un payroll automatique des grands réseaux et ne sont souvent pas plus experts dans le domaine que nous le sommes à les écouter plastronner devant la caméra.

*«L'université moderne considère l'organisation actuelle du savoir en disciplines séparées – toutes ces petites résidences renfermées sur elles-mêmes – comme tout aussi inévitable*



*mêmes et naturelle que les catégories du marketing de niche. Le profes-sionnel à œillères qui y est devenu la norme n'a rien à voir avec l'intellectuel avide de lectures qui espère tomber sur un livre qui pourrait changer sa vie. Dans ses pratiques de lecture et d'écriture, le chercheur moderne sait bien qu'il vaut mieux – comme l'éditeur William Germano en a averti ceux qui écrivent des livres dans un essai paru dans The Chronicle of Higher Education – “penser à l'intérieur de la boîte”. Douchez votre enthousiasme!» (p. 115).*

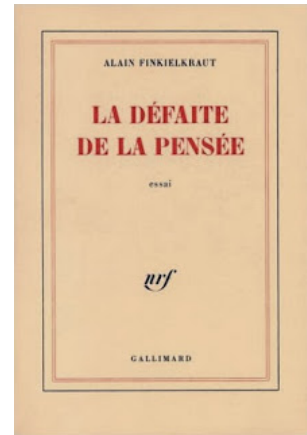
Voilà pourquoi les jeunes esprits qui entrent à l'université autrement que pour son miroir aux alouettes, c'est-à-dire assoiffés du haut-savoir, de la connaissance «pure», de la spéculation sur le monde, doivent vite «*doucher leur enthousiasme*», car ils se verront inscrits dans un processus de traite des diplômés – traite pas toujours honnête et jamais valorisante en tout cas –, où les médiocres ont souvent plus de chances que ceux dont l'esprit est effervescent. Au bout d'une session, la déprime s'installe parmi la «clientèle» étudiante, et pour l'*establishment*, c'est très bien comme ça. «Après nous, le déluge».



Car il y va beaucoup de l'égoïsme d'une génération qui s'est facilement installée aux postes de commande des universités au cours des années 1970-1980. Ce conflit générationnel auquel fait référence Waters rappelle celui des années 1950-1960. En 1987 paraissait le livre



à succès de Alain Finkielkraut – avant qu'il ne devienne une catin de la télé – *La défaite de la pensée*. C'était déjà un manifeste contre la *culture de masse* à laquelle l'auteur participe aujourd'hui, non sans enthousiasme. Dénonçant les préjugés, les stéréotypes, les idées reçues et toutes faites, mais surtout la fragmentation du monde, l'auteur y écrivait ceci :

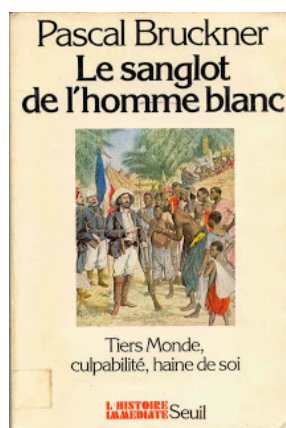


*«Autre caractéristique des Temps modernes européens : la priorité de l'individu sur la société dont il est membre. Les collectivités humaines ne sont plus conçues comme des totalités qui assignent aux êtres une identité immuable, mais comme des associations de personnes indépendantes. Ce grand renversement n'annule pas les hiérarchies sociales, il modifie en profondeur le regard que nous portons sur l'inégalité. La société individualiste reste composée de riches et de pauvres, de maîtres et de serviteurs, mais – et cette mutation est en soi révolutionnaire – il n'y a plus de différence de nature entre eux : "Que l'un commande soit, mais qu'il soit clair qu'aussi bien ce pourrait être l'autre, qu'il soit entendu et marqué que ce n'est, en aucune manière, au nom d'une supériorité intrinsèque et incarnée que s'exerce l'autorité" [Marcel Gauchet]». A. Finkielkraut. La défaite de la pensée, Paris, Gallimard, 1987, pp. 126-127).*

Cette contradiction [l'alternative est simple : ou les hommes ont des droits, ou ils ont une livrée; ou bien ils peuvent légitimement se libérer d'une oppression même et surtout si leurs ancêtres en subissaient déjà le joug, ou bien c'est leur culture qui a le dernier mot] est intéressante lorsqu'on *pense en profondeur* notre actuel débat autour de la soi-disant Charte des valeurs québécoises. Était déjà posée, comme une intrusion de la barbarie dans la civilisation, la problématique de la valeur des cultures à l'époque où Finkielkraut analysait *la défaite de la pensée* :

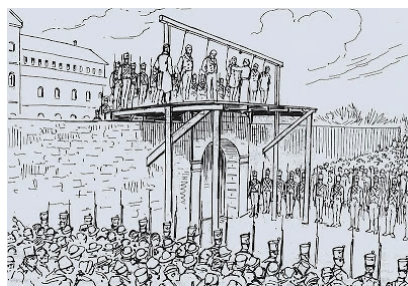


«De nos jours, cette opposition s'est brouillée : les partisans de la société multiculturelle réclament pour tous les hommes le droit à la livrée. Dans leur louable désir de rendre à chacun son identité perdue, ils télescopent deux écoles de pensée antago-nistes : celle du droit naturel et celle du droit historique, et – prouesse singulière – ils présentent comme l'ultime liberté individuelle le primat absolu de la collectivité : "Aider les immigrés, c'est d'abord les respecter tels qu'ils sont, tels qu'ils se veulent dans leur identité nationale, leur spécificité culturelle, leurs enracinements spirituels et religieux" [Père M. Lelong]. Existe-t-il une culture où l'on inflige aux délinquants des châtiments corporels, où la femme stérile est répudiée et la femme adultère punie de mort, où le témoignage d'un homme vaut celui de deux femmes, où une sœur n'obtient que la moitié des droits de succession dévolus à son frère, où l'on pratique l'excision, où les mariages mixtes sont interdits et la polygamie autorisée? L'amour du prochain commande expressément le respect de ces coutumes» (pp. 128-129).



En quoi cela relève-t-il de la barbarie? En ce sens que ce n'est que du colonialisme inversé, comme l'avait démontré Pascal Bruckner dans son essai Les sanglots de l'homme blanc. Mais, si nous nous arrêtons au cas actuel qui divise les Québécois, nous devons reconnaître la spécificité avec laquelle se présente le problème soulevé par Finkelkraut. La confusion du droit naturel (l'individu prime) et du droit historique (la collectivité prime) se déroule dans un contexte historique ambiguë. Comment refuser le droit historique des immigrants quand nous-mêmes proclamons le droit historique des Québécois à s'auto-déterminer? Accepter le droit historique «à s'émanciper du statut colonial du Québec dans la confédération canadienne» doit-il *nécessairement* entraîner la négation du droit historique «à bénéficier du knout» dans les cultures migrantes?

Où réside la confusion? «Bénéficiaire du knout» relève du droit naturel *télescopé* en droit historique, tandis que s'émanciper du statut colonial canadien relève du droit historique *télescopé* en droit naturel par la stratégie référendaire. En toute logique, si nous refusons



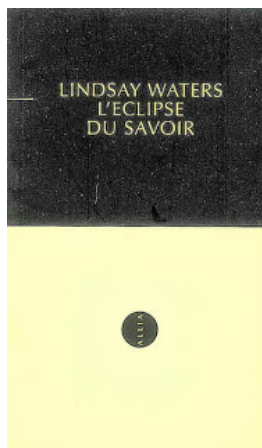
l'assimilation des immigrants (ce qui équivaut à respecter leur droit «naturel») c'est parce que nous avons lutté contre l'assimi-lation à l'anglo-protes-tantisme canadien et craignons de transposer contre nous-mêmes la légitimité des luttes que nous avons livrés jadis à l'intérieur du Canada au nom du droit historique qui était celui de notre ethnie. Puisque nous voulons une indépendance par voie référendaire, donc en s'adressant aux individus et non à la collectivité, nous faisons de cette indépendance un droit naturel (plutôt qu'un droit

historique, ce qu'elle est dans les faits). Alors, nous devrions accepter le «bénéfice du knout» non pas comme un droit naturel mais un droit historique à respecter. Mais puisque deux droits historiques ne peuvent objectivement co-habiter sans créer une structure schizophrénique, ce qui est déjà le cas du Canada qui, lui aussi, revendique le droit historique comme fondement de son existence, le droit naturel à décider de la souveraineté suppose l'abolition du droit historique (présenté par certains comme «naturel») derrière lequel se cachent les cultures migrantes. En ce sens, lutter contre la Charte des valeurs québécoises, c'est lutter *pour* un droit historique camouflé en droit naturel, tandis qu'approuver la Charte, c'est lutter *pour* un droit naturel camouflant un droit historique.

En définitive, de deux, nous passons à un nombre incalculable de solitudes. Si, dans l'optique multiculturaliste, nous ne voyons que des droits individuels partout, c'est condamner les immigrants à continuer à «bénéficier du knout» et les Québécois à «bénéficier du statut colonial dans le Canada». Si nous acceptons la position mitoyenne de l'interculturalisme, et ne voyons que des droits historiques cohabitants sur un même



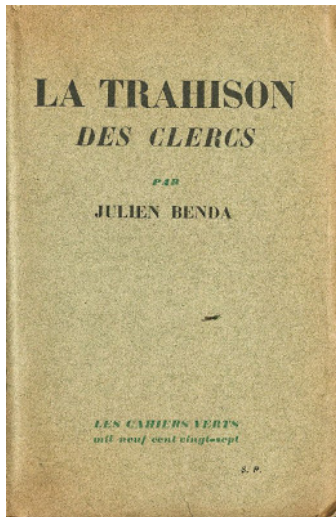
territoire sans jamais s'inter-pénétrer, vivant en ghettos indif-férents, sinon hostiles les uns aux autres, c'est toute l'Amérique du Nord britannique qui devient une mosaïque de cultures aux identités diluées. Accepter que le droit historique de la majorité au Québec (par son héritage ethno-linguistique) définisse le droit naturel par son code civil, c'est précisément accepter l'assimilation des minorités ethno-linguistiques à l'intérieur de la société québécoise. Si ces minorités ethno-linguistiques préfèrent le bénéfice du knout, ils iront le chercher ailleurs.



On le voit, *la défaite de la pensée* annonçait *l'éclipse du savoir*. Car la pensée se nourrit de savoir et le savoir nécessite une pensée qui creuse, qui approfondit les problèmes humains les plus complexes. Le rejet du projet québécois, qu'importe sa valeur réelle, est le pendant du refus de l'Occidentalisation de la part des immigrants qui veulent bénéficier des mêmes avantages sans souscrire aux mêmes droits ni aux mêmes devoirs qui sont à la source de ces avantages. Devant ces accords entièrement déraisonnables, nous retrouvons une ligne de

défense, les journalistes, toutes tendances politiques confondues, qui servent, comme dit Serge Halimi, de *nouveaux chiens de garde des minorités dominantes*.

Que des journalistes du *Journal de Montréal* comme Jean-Jacques Samson ou Lise Ravary expriment la barbarie à l'état pure, faite d'ignorance, d'absence de pensées honnêtes et cultivées, d'arrogance méprisante et autres qualités propres au genre, montrent que l'éclipse de la pensée laisse place à toute une faune de dégénérés intellectuels qui se font des cotes



auprès d'un auditoire qui les prennent pour de nouveaux prophètes parce qu'ils exultent leurs ressentiments intérieurs. Contrairement à Julien Benda, nous ne pouvons pas les accuser de *la trahison des clercs*, puisque ce ne sont pas des clercs. Ce sont des mufles ou des délirantes qui, après avoir appris l'ordre alphabétique par cœur et quelques rudiments de règles de grammaire se sont trouvés, pour pas trop chers, attachés à un pupitre de salle de rédaction. Les clercs qui trahissent, Waters les a bien désigné à travers la nouvelle administration technocratique des universités et des maisons d'éditions. Eux, ce sont les ronces qui poussent dans les champs dévastés.

En tant que «chiens de garde» pour reprendre l'épithète classique de Paul Nizan, ils vont «s'occuper davantage d'encourager l'ardeur des combattants» plutôt que d'oser critiquer les buts et les profiteurs de la guerre. Ils vont mousser le terrorisme d'État en amplifiant les menaces hystériques de «complots étrangers». Ils vont fournir des informations biaisées,



confondre leurs propres jugements de valeurs avec les commentaires des «experts». Ces «faux prophètes» évangéliques sont assoiffés de pouvoir, croient en effet que le quatrième pouvoir, celui des média, est le plus fort et peut diriger la masse mieux que les partis politiques mêmes. Se sentant investis de ce pouvoir fantasmatique, ils idolâtrèrent leur personnalité. Prennent des bains de narcissisme quand on commente, en bien ou en mal, leurs élucubrations publiées dans des journaux à grands tirages ou entendues à des postes de radio dont les *ratings* sont impressionnants. Un an après avoir craché leur mépris sur

les étudiants rebelles pour une bonne cause, on les a vu flatter le macchabée pourrissant de Paul Desmarais à savoir lequel ou laquelle tendrait le plus sa langue pour ramasser les asticots.

«Le journalisme de marché domine à ce point les médias français qu'il



*est très facile – pour le lecteur, pour l’auditeur et pour le journaliste – de passer d’un titre, d’une station ou d’une chaîne à l’autre. Dans la presse hebdomadaire, cette ressemblance assomme : les couvertures, suppléments et articles sont devenus interchangeables; ce sont souvent les conditions d’abonnement – pour parler clair, la valeur du produit ménager offert avec le journal – qui déterminent le choix du client» (S. Halami. Les nouveaux chiens de garde, Paris, Raisons d’agir, 1997, p. 49).*

On le voit, l’éclipse de la pensée universitaire n’est que le stade ultime de l’éclipse de la pensée. Voilà comment aux intellectuels critiques et civilisés – et la civilisation, n’est-elle pas *l’adoucissement des mœurs*, comme aimait à le répéter Voltaire? – succèdent des chiens enragés portés à la défense des puissances économiques et des autorités politiques qui se cachent derrière ceux qui ont réduit l’université à un Wall-Mart de cours et de produits frelatés.



Ne nous abandonnons pas à la complaisance dans la décrépitude des scoliastes. Waters a raison. Nous ne pouvons espérer qu’en une succession de générations critiques et à des expériences parallèles, authentiques et pour un temps désintéressées. (Ne soyons pas naïfs comme les fondateurs ou les réformateurs d’ordres monastiques. Tout finit par décrépiter, c’est une loi de la nature). La destruction du savoir a commencé, selon

Waters, dès la Seconde Guerre mondiale. Elle a commencé quand les enseignants (à tous les niveaux) ont cédé la vocation pour des conventions collectives bien rémunérées et une protection d’emploi mur à mur. Elle a continué avec la *Wallmartisation* des universités, avec sa conception bornée et prétentieuse de découper le savoir humain en petites succursales – les spécialisations – qui seraient les franchises exclusives de chacun. Elle s’est diffusée à

travers les faux-savoirs que la barbarie journalistique nous assène quotidiennement à travers les journaux, la radio et la télévision. Elle s'accélère avec la mauvaise utilisation des média sociaux qui déstructurent le langage (*texto*) et vendent les faux prophètes à l'égal des vrais (l'effet Soral). Comme un incendie de forêt, alors qu'il ne reste plus que les tronçons calcinés – la stratégie de la terre brûlée –, les religions importées par les étrangers blottis dans les fourgons du capitalisme n'ont plus qu'à fleurir de leurs fleurs empoisonnées. Je suis d'accord, il faut extraire cette mauvaise herbe avant qu'elle n'empoisonne à nouveau la liberté de conscience, soit par conversion (comme y succombent tant d'esprits désespérés par le manque de spiritualité d'un monde matérialiste inhumain), soit par régression (au retour d'un catholicisme arriéré qui se diffuserait à travers des monseigneurs LaPine ou de nouvelles sectes *charismatraques*). Reste que le savoir est toujours présent. Présent dans les livres, qui promettent généralement de grandes aventures pour l'esprit. Présent dans les porteurs de cultures qui ont un outillage de penser extraordinaire fourni par la connaissance, par ce savoir auquel l'anti-intellectualisme nord-américain livre une guerre à finir depuis près de trois siècles et qui toujours, comme le Phoenix de la légende, renaît de la cendre des livres brûlés et des paroles censurées☒

Montréal

22 octobre 2013

